



Projet pilote de médiation en protection de la jeunesse

**Sommaire du rapport d'évaluation
(Incluant le budget et les dépenses)**

02 juin 2025

Responsables de l'évaluation

Elsa Bernatchez	Conseillère en évaluation, MSSS
Marie-Claude Boies	Conseillère en évaluation, MJQ
Marie-Hélène Brie	Conseillère experte en évaluation, MSSS
Christine Chiasson	Conseillère experte en évaluation, MJQ

Coordination

Christine Chiasson	Conseillère experte en évaluation, MJQ
--------------------	--

Sous la direction de

Albert Besnier
Directeur, Direction de l'intelligence d'affaires, MJQ

Véronique Gingras
Directrice, Direction de l'évaluation, MSSS

Révision linguistique et mise en page

Audrey St-Pierre, MJQ

Avec le soutien et les conseils du comité d'évaluation¹

Représentant.e.s des directions responsables du projet	Représentantes des parties prenantes au déploiement et soutien méthodologique
Mélanie Vallée, MJQ Hélène Groleau, MSSS Élisabeth Dufour, MJQ Gabrielle Lévesque, MJQ Jessy Steve Gagné, MSSS Sophie Lacroix, MJQ	M ^e Claudine du Sablon, avocate et médiatrice Marie-Josée Lamy, médiatrice Éliane Alexandre, CISSS des Laurentides M ^e Sylvia Rizzo, Bureau d'aide juridique Sonia Hélie, PhD, IUJD, CIUSSS-CSMTL

¹ Les personnes suivantes ont aussi contribué aux travaux du comité d'évaluation dans les étapes antérieures au dépôt du rapport : Audrey Turmel (MJQ), Annie Labonté (MSSS), Éric Saint-Laurent (MSSS), Léa-Chloé Bilodeau (MSSS), Amélie Labelle (CISSS des Laurentides) et M^e Anne Martin (CIUSSS de l'Estrie - CHUS).

Mise en contexte

Mis en place à la suite d'une recommandation de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse (CSDEPJ), le projet pilote de médiation en protection de la jeunesse (PPMPJ) doit fournir un service gratuit de médiation en protection de la jeunesse faisant appel à un.e médiateur.trice neutre et indépendant.e du système judiciaire et de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ). Ses objectifs principaux sont de favoriser la possibilité d'arriver à une entente consensuelle dans de meilleurs délais et à l'extérieur des tribunaux tout en favorisant la participation active des parents et des enfants à la recherche de solutions pour corriger la situation de compromission.

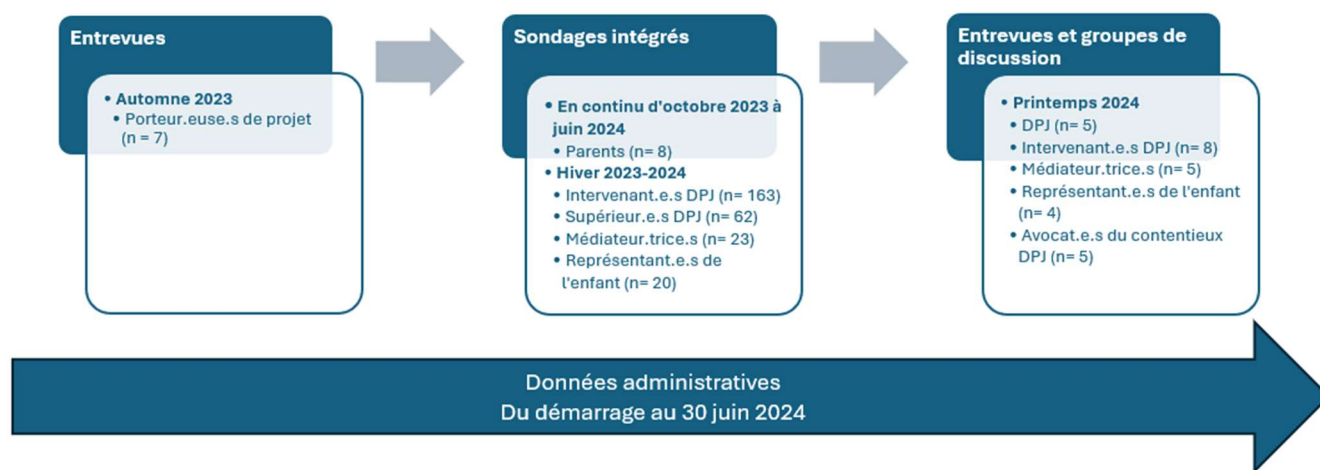
Porté conjointement par les ministères de la Justice (MJQ) et de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et impliquant plusieurs parties prenantes du milieu, le PPMPJ s'est doté d'une structure de gouvernance multiniveau et multipartite pour son déploiement dans six régions sociosanitaires. L'évaluation ne portait toutefois que sur les cinq premières régions de déploiement, soit Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Estrie, Montérégie et Laurentides.

Un mandat d'évaluation a été confié à une équipe réunissant des conseillères en évaluation de programme du MJQ et du MSSS. Cette démarche visait à brosser un portrait de l'intervention et à porter un regard évaluatif sur l'expérience en identifiant notamment les éléments qui contribuent à atteindre les objectifs du programme, ainsi que les améliorations qui peuvent y être apportées. Un rapport d'évaluation doit être transmis au Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) et tiendra lieu du bilan exigé par ce dernier.

Stratégie d'évaluation

Une méthodologie mixte comprenant des volets quantitatif et qualitatif a été retenue et est illustrée à la figure 1. L'évaluation a rejoint divers types d'acteurs concernés par la médiation par le biais de sondages, d'entrevues et de groupes de discussion². Des données administratives ont aussi été utilisées pour faire le suivi des médiations réalisées. L'ensemble des données recueillies portent sur la période qui s'échelonne de l'automne 2021 à l'été 2024. Certains ajustements au projet apportés vers la fin ou après la période d'observation n'ont pu être considérés dans l'évaluation.

Figure 1. Portrait des collectes des données



² L'opinion des avocat.e.s des parents et des enfants de 14 ans et plus ayant participé à une médiation n'a toutefois pas pu être rapportée dans ce rapport.

Le tableau 1 présente les enjeux et questions d'évaluation annoncés dans le cadre d'évaluation³. Des éléments de réponse ont pu être apportés à la plupart des questions. Toutefois, le faible nombre de médiations et le faible nombre de répondant.e.s pour certaines catégories d'acteurs a fait en sorte que les questions 8 et 9 n'ont pu être répondues et que la portée des réponses aux questions 6 et 7 a été limitée.

Précisons que les médiateur.trice.s, intervenant.e.s et représentant.e.s de l'enfant interrogé.e.s dans le cadre de l'évaluation avaient en général eu peu d'occasions d'expérimenter la médiation en raison du faible volume de dossiers référés au service. Les expériences vécues dans le cadre du projet pilote et sur lesquelles se basaient les répondant.e.s étaient souvent des premières fois.

Tableau 1. Enjeux évaluatifs et questions d'évaluation

Enjeux évaluatifs	Questions d'évaluation
Évaluation de la mise en œuvre et de l'efficacité opérationnelle	1. Les médiateur.trice.s et les intervenant.e.s sont-ils.elles adéquatement formé.e.s, informé.e.s et outillé.e.s pour jouer leur rôle dans le cadre d'une médiation ?
	2. Le nombre d'heures prévues pour la médiation est-il suffisant ?
	3. Comment la médiation impacte-t-elle le travail et le rôle des intervenant.e.s du DPJ ?
	4. Quels délais sont nécessaires pour réaliser une médiation ?
Évaluation de la gouvernance	5. Quels éléments ont facilité ou non l'implantation du service de médiation en protection de la jeunesse ?
Évaluation de l'efficacité et des effets	6. La médiation permet-elle d'arriver à des ententes en matière de protection de la jeunesse et quels facteurs en influencent l'issue ?
	7. Quel est le niveau de satisfaction des participant.e.s à l'égard de la médiation et à l'exercice du rôle des autres participant.e.s à la médiation ?
	8. Les parties à la médiation sont-elles satisfaites du contenu de l'entente ?
	9. La médiation permet-elle de diminuer le recours au tribunal ?
Évaluation de la pertinence de l'intervention	10. La médiation est-elle une démarche pertinente en protection de la jeunesse ?

³ Conformément aux exigences du SCT, un cadre d'évaluation a été élaboré préalablement aux collectes d'information afin de décrire les objectifs et questions d'évaluation, ainsi que les stratégies de collecte envisagées.

Résultats et analyse

Budget et dépenses

Le MJQ et le MSSS bénéficient chacun d'un budget distinct pour le PPMPJ. Par ailleurs, le MJQ a engagé des dépenses dès 2021-2022 pour le projet, alors que le MSSS s'est impliqué financièrement à partir de l'année suivante. Le tableau 2 présente l'ensemble des budgets et des dépenses annuels comptabilisés par chaque ministère depuis le lancement du projet pilote. Il est à noter que l'année 2024-2025 est présentée à titre indicatif seulement, les données obtenues pour cette année étant provisoires et incomplètes⁴.

Tableau 2. Budget annuel du PPMPJ, pour le MJQ et le MSSS

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Budget MJQ				
Budget global	3 000 000 \$			(Budget prolongé)
Dépenses MJQ				
Nombre de régions déployées	1	5	5	6
Coordination ministérielle du projet	61 692 \$	109 870 \$	108 864 \$	44 081 \$
Promotion du projet	s. o.	s. o.	14 382 \$	11 626 \$
Formation et supervision des médiateur.trice.s	17 078 \$	46 378 \$	34 492 \$	22 295 \$
Honoraires des médiateur.trice.s ¹	s. o.	13 136 \$	22 642 \$	41 189 \$
Autres frais de fonctionnement ²	s. o.	5 422 \$	3 705 \$	40 \$
Total des dépenses	78 770 \$	174 806 \$	184 085 \$	119 231 \$
	437 661 \$			
Solde MJQ				
Solde (budget — dépenses) au 31 mars 2024	2 562 339 \$			
Budget MSSS				
Budget annuel	s. o.	2 000 000 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$
Dépenses MSSS				
Nombre d'ETC (porteur.euse.s de projet)	0	2,5	3,8	4,4 à 6
Rémunération des porteur.euse.s de projet	s. o.	302 500 \$	426 673 \$	500 000 \$ à 660 000 \$
Total des dépenses	s. o.	729 173 \$		
Solde MSSS				
Solde (budget — dépenses) au 31 mars 2024	s. o.	1 697 500 \$	1 573 327 \$	
	3 270 827 \$			

¹ À l'été 2024, des médiateur.trice.s spécialisé.e.s travaillant au sein des Centres de justice de proximité (CJP) ont été embauché.e.s pour traiter les dossiers du PPMPJ. Les dépenses liées à ces embauches ne sont pas incluses dans ce tableau puisque les honoraires n'étaient pas au 31 octobre 2024.

² Inclut la formation et le déplacement des employé.e.s, ainsi que les frais liés à l'impression et à l'envoi du sondage adressé aux usagers dans le cadre de l'évaluation du programme.

⁴ Pour le MJQ, les dépenses de 2024-2025 ont été comptabilisées en date du 31 octobre 2024.

Le tableau 2 montre que le MJQ a dépensé 437 661 \$ entre 2021-2022 et 2023-2024, ce qui représente 14,6 % de son budget global. Ainsi, le solde résiduel est de 2 562 339 \$ pour les trois premières années du déploiement. Le MJQ a d'ailleurs été autorisé à prolonger l'utilisation de ses sommes. La principale dépense du MJQ correspond à la coordination ministérielle du projet, suivie de la formation et de la supervision des médiateur.trice.s. En effet, ces deux catégories de dépenses combinées représentent 86,4 % de l'ensemble des dépenses du MJQ pour les trois premières années.

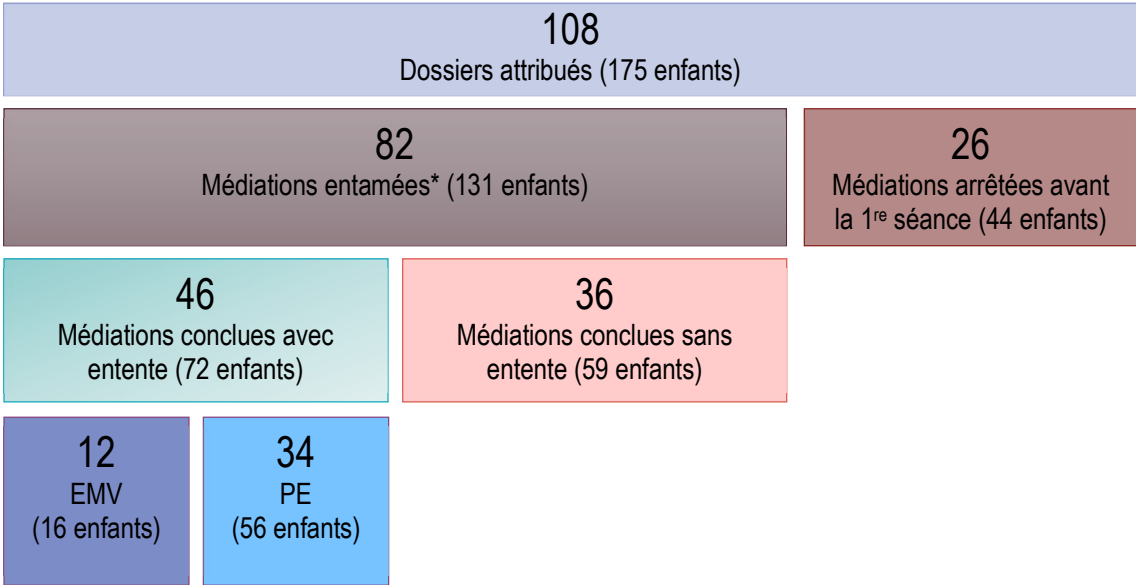
Quant au MSSS, le montant dépensé pour 2022-2023 et 2023-2024 a été de 729 173 \$, ce qui représente 18,2 % de son budget pour ces années. Le solde non dépensé s'élève donc à 3 270 827 \$. Comme ces dépenses ne concernent que la rémunération des porteur.euse.s de projet, le budget annuel du MSSS a été prévu afin de permettre l'embauche de nouveaux.Iles porteur.euse.s de projet DPJ lors du déploiement du projet dans de nouvelles régions. D'ailleurs, bien que le budget permettait à chaque DPJ d'embaucher un.e porteur.euse de projet à temps plein, ces dernier.ère.s ont parfois été assigné.e.s à cette tâche à temps partiel. Ceci explique que le nombre d'ETC (équivalent temps complet) est inférieur au nombre de régions déployées.

Globalement, de 2021-2022 à 2023-2024, les deux ministères ont engagé une somme combinée de 1 166 834 \$, soit environ 16,7 % des sommes disponibles pour les trois premières années.

Portrait de l'intervention

Au cours de la période évaluée, 108 dossiers de médiation ont été référés au programme, ce qui représente 175 enfants (Figure 2). De ce nombre, un peu moins du quart (26) des médiations ont été arrêtées avant la tenue d'une première rencontre. Des 82 médiations entamées, un peu plus de la moitié (56,1 %, 46/82) sont parvenues à produire une entente sur mesures volontaires (EMV) ou un projet d'entente (PE), pour un total de 72 enfants bénéficiaires. Les autres (43,9 %,36/82) ne sont pas parvenues à une entente. Les deux tiers des médiations entamées l'ont été dans les régions de la Capitale-Nationale et des Laurentides.

Figure 2. Nombre de dossiers de médiation et d'enfants concernés, selon l'issue des dossiers



* Une médiation entamée est une médiation pour laquelle au moins une séance a eu lieu.

Avec une moyenne mensuelle variant de 0,4 à 1,5 médiation entamée, le volume a été faible, voire très faible dans certaines régions. Il s'agit d'un enjeu majeur qui a limité les analyses qu'il a été possible de faire dans le cadre de l'évaluation du programme, mais il s'agit aussi d'un constat central de l'évaluation. Les facteurs explicatifs sont présentés plus loin dans le document (voir la section *Choisir ou non la médiation*).

Le nombre d'heures et les délais associés à la médiation

- Le nombre d'heures de médiation autorisées par le projet pilote et le nombre d'heures de travail hors séance pouvant être utilisées par les médiateur.trice.s ont été augmentés en cours d'implantation pour porter le total à un maximum de 8 heures de médiation et 6 heures de travail hors séance. Les données disponibles tendent à confirmer la pertinence de ces augmentations.
- Selon les données disponibles, une médiation entamée prend en moyenne 4,2 heures et nécessite 2,6 séances, qu'elle génère ou non une entente.
 - La durée médiane de la trajectoire complète des dossiers, entre le moment où le ou la porteur.euse de projet reçoit la demande de référence à un.e médiateur.trice jusqu'au moment de la signature d'un projet d'entente ou d'un EMV est de 73,5 jours.
 - La durée médiane entre l'acceptation du mandat par le ou la médiateur.trice et la tenue de la première rencontre est de 26 jours, soit 16 de plus que les 10 jours prévus par le projet pilote. La difficulté de concilier les agendas et le manque de disponibilité des acteurs concernés par la médiation expliquent ces dépassements.
 - Le délai de 30 jours prévu par le projet pilote entre la première et la dernière rencontre de médiation a quant à lui été respecté pour la majorité des dossiers (médiane de 24 jours).

Les acteurs de la médiation

Médiateur.trice.s

Lors d'une médiation en protection de la jeunesse, le ou la médiateur.trice doit diriger les séances avec impartialité et s'assurer que tous.les participant.e.s peuvent s'exprimer dans un climat sécuritaire en réduisant les obstacles à la communication. Il.elle s'assure d'une compréhension commune des motifs de compromission et tente d'amener les participant.e.s à trouver un terrain d'entente. Le cas échéant, il.elle rédige les projets d'entente.

Le projet pilote a recruté les médiateur.trice.s parmi ceux et celles accrédité.e.s en médiation familiale, une accréditation particulière en protection de la jeunesse n'existant pas au Québec à ce jour.

Les appels de candidatures n'ont pas permis de recruter seulement des candidat.e.s détenant le niveau d'expertise souhaité en protection de la jeunesse. Les formations et la supervision offertes ne semblent pas, quant à elles, avoir été suffisantes pour amener certain.e.s médiateur.trice.s à un niveau d'expertise satisfaisant ou à un niveau de connaissance suffisant de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ). Pour cette raison, certain.e.s médiateur.trices.s auraient eu de la difficulté à assumer le leadership nécessaire pour animer les rencontres ou rédiger un projet d'entente conforme. Ces situations ont amené certain.e.s intervenant.e.s, représentant.e.s de l'enfant et avocat.e.s du contentieux à devoir assumer un rôle au-delà de ce qui est prévu par le service en contribuant par exemple à l'animation de rencontres ou en prenant part de manière soutenue à la rédaction et à la révision de projets d'entente.

Considérant ces enjeux, le mode de recrutement et de rémunération a été revu afin d'adjoindre au projet des médiateur.trices.s spécialisé.e.s détenant un niveau d'expérience et d'expertise élevé en protection de la jeunesse et qui réaliseront la plupart des médiations. Au printemps 2025, cette initiative reposait sur un.e médiateur.trice spécialisé.e dans les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, deux médiateur.trice.s spécialisé.e.s dans les régions de Laurentides et Lanaudière et un.e dans la région de la Montérégie⁵. L'évaluation n'est pas en mesure de rendre compte des effets de cette nouveauté.

Intervenant.e.s et supérieur.e.s DPJ

Du côté des intervenant.e.s, le fait que le PPMPJ soit encore méconnu des équipes DPJ a pour effet que la majorité ne se sentent pas préparé.e.s à s'impliquer dans un tel processus. Le contexte de surcharge de travail et de roulement du personnel

⁵ Les médiateur.trice.s spécialisé.e.s sont entré.e.s en fonction respectivement en juin 2024 (Laurentides et Lanaudière), septembre 2024 (Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches) et mai 2025 (Montérégie).

contraint l'implantation du service de médiation, car il est difficile de capter l'attention des équipes et l'information doit souvent être répétée afin de joindre les nouvelles recrues.

De l'avis de tous.tes les DPJ, les porteur.euse.s de projet jouent un rôle clé dans la mise en place du service. Néanmoins, leur embauche a tardé dans certaines régions alors que dans d'autres, les porteur.euse.s ne pouvaient consacrer tout le temps nécessaire au PPMPJ ou encore, le profil choisi ne convenait pas.

Si les porteur.euse.s ont favorisé le déploiement du projet au sein des équipes DPJ, les supérieur.e.s, qui sont responsables de soutenir les intervenant.e.s lors des médiations, auraient pu contribuer davantage à favoriser l'intégration de cette pratique. Or, à l'exception d'une région qui a prévu une démarche de communication adaptée aux supérieur.e.s et à leur fonction, aucune autre initiative de gestion du changement les ciblant n'a été portée à l'attention des responsables de l'évaluation.

Parents

Très peu de parents ont répondu au sondage de rétroaction. Les réponses obtenues ne permettent donc pas de conclure quant à leur niveau de satisfaction, mais les réponses témoignent d'opinions partagées quant à l'expérience vécue, certains affirmant par exemple ne pas s'être sentis écoutés ou encore que leur point de vue n'avait pas été pris en compte. Les résultats de l'analyse permettent d'émettre l'hypothèse que ces opinions pourraient être une conséquence du manque d'expérience de certain.e.s médiateur.trice.s, mais d'autres facteurs peuvent aussi être en cause tels que le caractère généralement confrontant pour les parents de la reconnaissance d'une situation de compromission.

Aussi, la médiation implique de mettre en présence des expert.e.s et des parents (sans leur avocat.e). Étant donné les différences de perception observées quant à la capacité des parents à proposer des solutions dans ce contexte, il y a lieu de se demander si ceux-ci sont suffisamment préparés à ce processus et si le déroulement de la médiation tient bien compte de l'écart d'expertise entre les participant.e.s.

Représentant.e.s de l'enfant

L'enjeu principal identifié par l'évaluation au sujet des représentant.e.s de l'enfant est celui de la disponibilité. En effet, leur horaire peut être déjà très chargé sur une assez longue période, notamment par des présences à la cour qu'il n'est pas possible de déplacer. Ceci peut avoir pour effet de retarder la tenue des séances de médiation et d'allonger le temps nécessaire pour terminer le processus. Afin de pallier cet enjeu, dans certaines régions, des représentant.e.s de l'enfant des bureaux d'aide juridique ont été mis en disponibilité à temps complet ou partiel, pour agir dans les dossiers de médiation.

Choisir ou non la médiation

Les données de sondage et les entrevues réalisées permettent de constater que les intervenant.e.s, supérieur.e.s DPJ, représentant.e.s et médiateur.trice.s, ainsi que les DPJ et les avocat.e.s du contentieux sont largement d'accord avec les principes de la médiation et croient en général en ses bénéfices potentiels. Malgré ce qui semble être une bonne prédisposition des équipes, le nombre de dossiers référés est cependant demeuré faible tout au long de la période étudiée. Ceci semble avoir pour causes l'application, par les DPJ, de critères d'exclusion non prévus par le PPMPJ et leur propension à utiliser d'autres approches consensuelles, principalement l'approche par projet d'entente négocié entre avocat.e.s considérée avantageuse sur le plan du temps et des ressources investies. D'autre part, dans les milieux où les intervenant.e.s sont formé.e.s à l'utilisation d'une approche de médiation dans le cadre de leur pratique courante, le PPMPJ semble parfois être considéré redondant ou même être confondu, bien que l'approche utilisée par les intervenant.e.s ne soit pas véritablement de la médiation (pas de recours à un tiers neutre) et qu'elle n'est pas appliquée dans le cadre d'un service distinct.

La faible connaissance du projet au sein des DPJ a aussi pu avoir un impact sur le recours au service. En effet, le réflexe de songer à la médiation semble peu implanté chez les intervenant.e.s du DPJ et pour plusieurs, les critères et le processus de sélection des dossiers manquent encore de clarté.

Enfin, la durée de réalisation d'une médiation a contribué à exclure les dossiers dont le délai avant la date d'audience au fond était insuffisant pour compléter un processus.

Conclusions générales et recommandations

L'évaluation a fait ressortir qu'il faut tenir compte du contexte dans lequel le PPMPJ a été lancé pour comprendre les enjeux rencontrés. Ainsi, comme toute nouveauté, afin d'intégrer les pratiques courantes en protection de la jeunesse, le PPMPJ doit non seulement relever le défi d'être mieux connu en contexte de surcharge et de roulement important de personnel, il doit aussi se positionner dans le panier d'options et définir sa plus-value par rapport à d'autres approches qui génèrent elles aussi des ententes et permettent d'éviter le tribunal.

Une réflexion doit également être faite quant à l'équité d'accès au service dans les situations où la médiation n'est pas proposée aux parents en raison de l'ajout de critères d'exclusion non prévus par le service, de la préférence des DPJ pour d'autres approches ou parce que le temps disponible ne permet pas de compléter une médiation avant la date d'audition au fond. Dans cette optique, une réflexion quant au moment où la médiation est offerte aux familles ainsi qu'une meilleure maîtrise des critères d'admissibilité et des délais nécessaires pour compléter une médiation semblent indispensables.

Malgré les obstacles rencontrés, la plus-value attendue, qu'il s'agisse d'une meilleure compréhension par les parents de la situation et des motifs de compromission, d'une participation active des parents et des enfants ou d'effets bénéfiques sur la relation d'aide, continue de motiver le recours à la médiation, tout comme la perspective de pouvoir éviter un débat contradictoire au tribunal.

Plusieurs personnes consultées semblent toutefois d'avis que la médiation n'est appropriée que pour un petit nombre de dossiers; son potentiel en termes de volume est encore inconnu et la plus-value clinique n'a pas été documentée dans le contexte du PPMPJ.

Dans l'éventualité où une pérennisation du projet serait envisagée, il semble par ailleurs essentiel qu'un volume suffisant de dossiers puisse être réalisé annuellement afin de justifier les ressources qui y sont dédiées, que l'on pense aux médiateur.trice.s formé.e.s ou aux représentant.e.s de l'enfant. La présente évaluation n'est cependant pas en mesure de définir le volume de dossiers requis pour atteindre cet objectif. Une meilleure maîtrise des délais associés à la médiation et une meilleure connaissance des bénéfices cliniques en contexte québécois pourraient toutefois contribuer à populariser le recours à la médiation et permettre de mieux définir sa place et son potentiel en ce qui concerne la quantité et le type de dossiers qu'il est possible et souhaitable d'aborder par ce moyen. Le cas échéant, une attention devrait être portée quant à l'impact de ce volume sur la charge de travail des intervenant.e.s, bien que la majorité des intervenant.e.s et supérieur.e.s ayant répondu au sondage considèrent que la médiation demande un investissement de temps raisonnable, cette opinion est pour l'instant forgée sur la base d'un très petit nombre de dossiers.

Considérant les différents enjeux rencontrés par le PPMPJ et les résultats obtenus dans le cadre de l'évaluation, il serait judicieux de consolider le projet pilote dans les régions déjà participantes avant d'envisager un déploiement dans d'autres régions. Cela permettrait d'expérimenter et d'apprécier davantage les impacts des ajustements apportés en cours de projet et de mieux se positionner pour un éventuel déploiement à plus grande échelle.

Basées sur les constats de l'évaluation du PPMPJ, les recommandations qui suivent sont proposées.

1. En ce qui concerne les médiateur.trice.s

- Considérant que certain.e.s médiateur.trice.s ont éprouvé des difficultés à remplir leur rôle en raison de leur connaissance insuffisante de la LPJ et des processus en protection de la jeunesse;
- Considérant des témoignages reçus selon lesquels la médiation n'a pas permis de susciter un sentiment d'équité et d'ouverture chez certains parents participants;
- Considérant que des médiateur.trice.s éprouvent des doutes quant à la suffisance de la formation reçue;
- Considérant que la tolérance à l'erreur est faible dans un processus qui implique des enfants et leur famille fragilisée, et que tout défaut de qualité a le potentiel de porter préjudice à la crédibilité du service et de constituer un obstacle à son utilisation;
- Considérant que dans certaines régions l'essentiel des dossiers est maintenant confié à des médiateur.trice.s spécialisé.e.s.

Il est recommandé :

- 1a) de s'assurer que les médiateur.trice.s recruté.e.s ont une expérience suffisante en protection de la jeunesse et une connaissance adéquate de la LPJ;
- 1b) de réviser les formations offertes afin qu'elles soient mieux adaptées à l'acquisition des connaissances et au développement des compétences essentielles pour agir à titre de médiateur.trice en protection de la jeunesse;
- 1c) de poursuivre les efforts visant à soutenir les médiateur.trice.s dans leur pratique et visant à faire un suivi de la qualité des médiations;
- 1d) de veiller à préparer une relève pour les médiateur.trice.s spécialisé.e.s embauché.e.s afin d'éviter le bris de service en cas par exemple d'absence ou de surcharge.

2. En matière de formation et d'information aux intervenant.e.s du DPJ

- Considérant que la proportion d'intervenant.e.s qui ne connaissent pas bien le PPMPJ est encore élevée;
- Considérant que le roulement de personnel force la reprise fréquente des rencontres d'information sur le sujet;
- Considérant la charge de travail élevée au sein des DPJ.

Il est recommandé :

- 2) de fournir des outils de formation autonomes, facilement accessibles qui pourraient prendre la forme de webinaires préenregistrés ou de capsules d'information, et en faire une partie intégrante et obligatoire du processus d'accueil des nouveaux.elles employé.e.s des DPJ.

3. En matière de mobilisation des supérieur.e.s DPJ

- Considérant que les supérieur.e.s DPJ semblent encore peu impliqué.e.s dans la sélection de dossiers propices à la médiation;
- Considérant qu'une proportion importante ne considère pas qu'il est dans leur rôle de soutenir les intervenant.e.s participant à une médiation;
- Considérant que les supérieur.e.s affichent un niveau de satisfaction globale plutôt faible envers le service;
- Considérant que, dans une perspective de pérennisation, les supérieur.e.s DPJ pourraient être appelé.e.s à prendre complètement à leur compte les tâches d'encadrement clinique liées à la médiation et à s'impliquer davantage dans l'effort de sélection des dossiers.

Il est recommandé :

- 3a) de mieux définir le rôle des supérieur.e.s DPJ concernant la sélection des dossiers et la supervision clinique;
- 3b) de mettre en place des mesures de transfert des compétences leur permettant de prendre à leur compte un rôle de soutien auprès des intervenant.e.s et d'assumer leur rôle concernant la sélection des dossiers;
- 3c) de mettre en place une démarche permettant de mieux comprendre les insatisfactions chez les supérieur.e.s DPJ.

4. En matière de contrôle des délais associés à une médiation

- Considérant qu'il est en général reconnu qu'une intervention rapide est bénéfique pour les familles et les enfants;
- Considérant que certaines durées du processus de médiation excèdent celles prévues par le projet, notamment en raison de la non-disponibilité de certain.e.s participant.e.s à la médiation.

Il est recommandé :

- 4) d'assurer un meilleur contrôle des délais en mettant en place des mesures favorisant par exemple la disponibilité des acteurs concernés par la médiation en temps opportun.

5. En matière d'équité d'accès

- Considérant que la propension à d'abord tenter d'autres options consensuelles et à mettre en place des critères d'exclusion non prévus par le service dans les différentes DPJ contribuent parfois à restreindre le nombre de familles à qui la médiation est offerte et posent un enjeu d'équité d'accès.

Il est recommandé :

- 5a) d'offrir aux familles le choix de tenter ou non une médiation lorsqu'un dossier est admissible et qu'il n'y a pas de contre-indication clinique liée à l'application des considérations de prudence définies par le service.
- Considérant que le délai disponible avant l'audition au tribunal est l'un des critères pris en compte pour sélectionner les dossiers offerts en médiation et que l'utilisation de ce critère pose un enjeu d'équité d'accès, lorsque ce délai est inférieur à la durée anticipée d'une médiation.

Il est recommandé :

- 5b) d'offrir la médiation aux familles assez tôt dans le cheminement des dossiers, et au besoin, de mettre en place des aménagements afin d'éviter de pénaliser les familles lorsque le délai d'audition est inférieur à la durée médiane d'une médiation.

6. En matière de suivi de l'intervention

- Considérant que les données disponibles ne permettent pas de recenser toutes les raisons ayant mené à ne pas retenir un dossier ou de quantifier l'ampleur de l'effort nécessaire pour sélectionner des dossiers;
- Considérant que les données disponibles ne permettent pas de faire ressortir les critères susceptibles de favoriser la tenue d'une médiation ou son succès, ni de caractériser et de mesurer la plus-value clinique de la médiation;
- Considérant que la plus-value clinique théorique de la médiation est un élément qui motive la volonté de poursuivre son implantation et qui pourrait la distinguer des autres options consensuelles.

Il est recommandé :

- 6) d'améliorer les outils et les processus de collecte afin d'obtenir des données uniformes et de qualité sur le processus de médiation, allant de la sélection des dossiers jusqu'aux effets cliniques à court et à moyen termes.